

LA RETENUE LIBERATOIRE LUXEMBOURGEOISE SUR INTERETS

Les revenus d'intérêts dont bénéficient les personnes physiques résidentes sont soumis, à partir de l'année d'imposition 2006, à une retenue à la source dans les conditions définies par la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière, telle que modifiée.

La retenue est fixée à 10% et s'applique aux intérêts payés après le 1er janvier 2006.

Dans la rédaction initiale de la loi, la retenue est opérée par l'agent payeur établi au Luxembourg et porte sur les paiements d'intérêts en faveur de personnes physiques contribuables résidents. La loi du 17 juillet 2008 a ensuite prévu la possibilité, par la voie d'un régime optionnel, d'étendre l'application du prélèvement libératoire aux intérêts attribués par certains agents payeurs qui ne sont pas établis au Luxembourg.

Sont ainsi visés les agents payeurs établis hors du Luxembourg dans un Etat membre de l'Union Européenne, dans un Etat partie à l'Accord sur l'Espace Economique Européen ou dans un Etat ayant conclu une convention internationale directement liée à la directive modifiée 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts.

La modification de la loi était nécessaire en raison du caractère discriminatoire d'une retenue à la source libératoire sur les seuls intérêts payés ou attribués par les agents payeurs établis au Luxembourg, les revenus de l'épargne des personnes physiques résidentes provenant d'agents payeurs étrangers restant imposables par voie d'assiette.

Par paiement d'intérêts, il faut entendre :

- les intérêts payés ou inscrits en compte se rapportant à des créances de toute nature, y compris celles assorties d'une clause de participation aux bénéfices,
- les intérêts courus ou capitalisés obtenus lors de la cession, du remboursement ou du rachat des créances visées.

Contrairement à la retenue introduite lors de la transposition de la directive 2003/48/CE, la retenue libératoire de 10% ne vise pas les distributions des organismes de placement collectifs (SICAV, fonds commun de placement) et les revenus provenant de leur cession.

Les intérêts provenant de dépôts d'épargne, pour lesquels les intérêts sont calculés une fois par an, sont exonérés, s'ils ne dépassent pas 250 euros par personne et par agent payeur.

Sont encore exonérés, les intérêts sur les comptes-courants et à vue, si la rémunération ne dépasse pas le taux de 0,75%.

Ne font pas partie du champ d'application de la retenue à la source libératoire, les intérêts attribués sur un dépôt d'épargne auprès d'une caisse d'épargne-logement agréée au Luxembourg, dans un autre Etat membre de l'Union Européenne ou dans un Etat partie à l'Accord sur l'Espace Economique Européen.

La retenue à la source prélevée par l'agent payeur luxembourgeois est versée à l'Administration fiscale, sans désignation des bénéficiaires des paiements d'intérêts, le dixième jour du mois qui suit le prélèvement.

La retenue d'impôt à la source vaut imposition définitive dans le chef du bénéficiaire, personne physique et contribuable résident. Cette disposition n'est toutefois pas applicable lorsque les revenus concernés font partie de la catégorie des bénéfices (commercial, agricole et forestier ou provenant de l'exercice d'une profession libérale) ; dans cette hypothèse les revenus visés restent imposables par voie d'assiette.

En cas d'application du régime optionnel, le bénéficiaire effectif déclare annuellement moyennant un formulaire spécial les revenus de l'épargne perçus à l'étranger, ainsi que les retenues d'impôt y relatives, au plus tard le 31 mars qui suit l'année de l'attribution des revenus, sous peine de forclusion. Au-delà de cette date, l'option pour le prélèvement libératoire n'est plus admise.

S.F.C. CONSEIL. Société fiduciaire, société à responsabilité limitée
24-28, rue Goethe, L-1637 Luxembourg
Téléphone : (352) 29 57 57 1

Luciano DAL ZOTTO
Associé-gérant
E-mail : ldalzotto@sfc.lu

Guy SCHOSSELER
Associé-gérant
E-mail : gschosseler@sfc.lu

Nathalie THUNUS
Associée-gérante
E-mail : nthunus@sfc.lu

Nico BECKER
Associé-gérant
E-mail : nbecker@sfc.lu